

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 25/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI

ZA Charles Chana - Site de SATROD
Bd du Puits Charles
42230 ROCHE LA MOLIERE

Références : UiD4243-DSSP-022-0201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2022 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana - Site de SATROD - Bd du Puits Charles - 42230 ROCHE LA MOLIERE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 22 mai à 13 h 02 un départ de feu sur la zone en exploitation sur le casier C5 au eu lieu. Le système de détection incendie a bien fonctionné et a alerté immédiatement le gardien sur place qui a effectué la levée de doute. Le SDIS a été contacté et est intervenu sur site à 13 h 10. Les pompiers ont installé des lances pour limiter l'extension de la zone concernée et pour protéger les engins.

En parallèle, les équipes d'astreinte sont intervenues (2 conducteurs d'engins puis un deuxième), le responsable d'équipe "effluents" et le responsable du site. Les équipes SUEZ ont commencé à procéder aux opérations de recouvrement de terre à l'aide d'une chargeuse puis d'un compacteur et d'un tombereau alimenté par la chargeuse.

La surface concernée par le sinistre à la fin de l'incendie était d'environ 500 m².

A 15 h 30 l'incendie était maîtrisé. A 16h, les moyens du SDIS étaient levés. Les opérations de recouvrement et de compactage de la zone se sont poursuivies jusqu'à 17 h 30. 300 tonnes de terre environ ont été utilisées pour l'extinction.

Selon l'exploitant, aucune intrusion n'a eu lieu sur site depuis le dernier dépôt de déchets le samedi à midi. L'hypothèse probable à confirmer est un feu couvant depuis le dernier apport de déchets (24h).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Borde-Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD- -Bd du Puits Charles - 42230 ROCHE LA MOLIERE
- Code AIOT dans GUN : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD.

La société SUEZ RV exploite depuis 1972 l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) de Borde-Matin sur la commune de Roche-la-Molière (42). L'exploitation de l'ISDND est autorisée par l'Arrêté Préfectoral (AP) n° 61-DDPP-18 du 23 février 2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

gestion de l'incendie du 22 mai 2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Il ressort que le dispositif d'alerte par détection thermographique a été efficace et que le SDIS et l'astreinte du site ont été rapidement présents pour gérer l'incendie.

Au regard des vidéos présentées, il est possible qu'un meilleur recouvrement des déchets par de la terre après les derniers apports de déchets le samedi permettent de limiter la diffusion du feu au sein du casier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Compte rendu d'incident	Code de l'environnement du 24/05/2022, article R512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie a été maîtrisé au bout d'environ deux heures.

Les pompiers et l'astreinte se sont rendus en moins de 15 mn sur site.

Les eaux d'extinction ont été confinées au sein du casier en exploitation et les poussières/fumées étaient orientées sur les anciens casiers en cours d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Compte rendu d'incident

Nom du point de contrôle : compte rendu d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/05/2022, article R512-69
Thème(s) : Situation administrative, rapport d'incident
<p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a montré les vidéos de surveillance du casier lors de l'incendie.</p> <p>Ces vidéos sont issues d'une détection d'une source de chaleur au droit du casier en exploitation par thermographie.</p> <p>L'alerte est donnée dès lors que la surveillance thermographique par infrarouge détecte une température supérieure à 150°C en dehors des heures ouvrées et 350°C durant les heures ouvrées (les engins et camions de transport peuvent présenter des points chauds).</p> <p>Ces vidéos montrent la bonne efficacité du système avec une détection dès le début des flammes.</p> <p>Bien que les pompiers soient arrivés très rapidement sur site avec 5 camions, l'arrosage n'a pas permis d'éteindre le feu. Il a fallu attendre l'intervention des engins (tombereaux) pour recouvrir de terre l'incendie. L'astreinte du personnel s'est rendue sur site rapidement, mais le recouvrement n'a pas débuté immédiatement d'après les vidéos.</p> <p>Au regard de la visualisation du panache sur les vidéos, la fumée et les éventuelles retombées atmosphériques se sont faites essentiellement sur le site.</p> <p>La membrane et les géotextiles ne sont pas apparus impactés par les flammes. Néanmoins, il pourrait être utile de recouvrir cette membrane de terres inertes afin de limiter d'éventuels effets de propagation sur celle-ci.</p> <p>Les eaux d'extinction ont été confinées au sein du casier et seront gérées comme des lixiviats. L'exploitant a indiqué que 80 m³ d'eau auraient été utilisés par les pompiers pour faire face à cette incendie.</p> <p>L'exploitant transmettra sous 15 jours un rapport d'incident tel que prévu à l'article R512-69 du code de l'environnement en détaillant les réponses aux questions formulées dans le paragraphe observations du présent rapport. Il étudiera dans ce rapport l'origine du départ de feu pour connaître l'horaire du dernier versement de déchet sur la zone de départ de feu et la nature des déchets s'il la connaît.</p>
<p>Observations : L'exploitant se positionnera et indiquera si un réglage de son alerte à une température inférieure à 150°C permettrait d'améliorer la détection d'un feu couvant.</p> <p>L'exploitant pourra s'appuyer sur les données de détection par thermographie lors de l'incendie, les vidéos prises avant la détection pour visualiser si de la fumée est déjà présente ainsi que son retour d'expérience sur d'autres départs de feu sur des installations de stockage de déchets non dangereux.</p> <p>L'exploitant se positionnera dans son retour d'expérience sur la nécessité de disposer d'un stock de terre à proximité de son casier en cours d'exploitation ainsi que sur les consignes de recouvrement pour gérer au plus tôt ces départs de feu. Il se positionnera également sur le recouvrement des déchets les weekends par de la terre pour limiter les envols mais qui pourrait prévenir la diffusion d'un incendie, la vidéo montrant que la zone prise dans l'incendie ne semble</p>

pas avoir été recouverte par de la terre.

Bien qu'il semble que les retombées atmosphériques des poussières soient restées sur le site au regard de l'orientation des vents, l'exploitant se positionnera sur la possibilité de disposer d'un kit de prélèvement d'échantillon de sols pour prélever plus rapidement après la maîtrise de l'incendie.

L'exploitant se rapprochera du SDIS pour tirer le retour d'expérience de leur intervention et mettre à jour le cas échéant sa défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet